

RECHERCHER

OK

LE CANARD

S'ABONNER

NOUS ÉCRIRE

PARTENAIRES

AGENDA



le 9 juin 2010

Assemblée générale du Centre social de Beaupréau (49)

le 9 juin 2010

Conférence sur le thème psychiatrie et précarité (44)

le 10 juin 2010

Journée de travail sur l'intégration des réfugiés régularisés (49)

le 17 juin 2010

Assemblée générale de l'UREI Pays de la Loire (72)

le 22 juin 2010

Le bénévolat créateur d'emploi (44)

À LA UNE

CHRS : des rapprochements pour sauver «l'esprit associatif»



A droite, Jean François Fribault, directeur de l'Abri de la Providence (49) avec une partie de son équipe. (photo : F. Lossent)

Face à l'Etat qui incite les acteurs de l'hébergement et de la réinsertion sociale, des responsables associatifs s'interrogent. Jean François Fribault, le directeur de l'Abri de la Providence à Angers est en discussion avec ses homologues de deux autres CHRS du Maine et Loire : ils cherchent à défendre ensemble leur dimension associative dans un contexte de redistribution des cartes.

«On a l'habitude de se battre dans cette association». Jean François Fribault, le directeur de l'Abri de la Providence à Angers est plus que jamais mobilisé mais il s'interroge sur l'avenir. Pas son avenir personnel à trois de la retraite, mais l'avenir de son association. Fondé en 1933 pour accueillir des personnes sans domicile, l'Abri de la Providence est probablement entrain de vivre ses derniers mois sous sa forme actuelle. Non pas pour disparaître avec ses 40 salariés, mais pour se rapprocher de deux autres structures : Promo Jeunes à Angers et l'Abri des Cordeliers à Cholet. Des discussions sont en cours et à terme, la nouvelle entité regrouperait 120 professionnels dans le Maine et Loire : «une structure qui resterait à taille humaine mais qui aurait des capacités de gestion suffisantes pour faire face aux obligations actuelles».

«En étant un peu plus gros, ça marchera mieux»

C'est que Jean François Fribault n'est pas sourd aux invitations insistantes et répétées des services de l'Etat à voir se regrouper les acteurs de l'hébergement et de l'insertion. «Nous n'avons pas le choix. On nous dit qu'avec 11 CHRS qui gèrent 340 places dans le Maine et Loire, les choses doivent changer parce qu'il y a des départements où un seul CHRS gère 600 places. Et puis, je dis souvent qu'on nous demande de fonctionner comme une Ferrari avec un moteur de 2 CV ! En étant un peu plus gros, ça marchera mieux.» Que penser de la multitude de structures qui interviennent sur le même champ sans toujours travailler en réseau ? «C'est une question d'équilibre : un CHRS qui a 10 salariés, un directeur et une assistante, ce n'est plus viable aujourd'hui. Et ce n'est pas tomber dans la marchandisation à outrance que de dire cela.» Aujourd'hui, les postes de cadres et de directeurs et les frais de structure seraient-ils trop lourds pour les petites associations ? «On nous dit qu'on est trop petit pour gérer le management, pas assez costaud pour gérer les achats et qu'il faut se regrouper. On est obligé d'admettre que ce n'est pas faux. De là, à se marier avec n'importe qui, on dit non !» C'est donc vers des homologues naturels et philosophiquement proches que l'Abri de la Providence se dirige aujourd'hui. «Bien sûr, un rapprochement pose des questions, les salariés s'interrogent, c'est pourquoi nous prenons le temps de bien faire les choses.»

«Des poils à gratter»

«Bien faire les choses», dans l'esprit du responsable associatif angevin, cela veut dire aussi : défendre la dimension associative des acteurs de terrain. En d'autres termes, démontrer aux financeurs publics que l'association n'est pas qu'une coquille juridique, mais une forme de structure qui s'engage sur du fond. A ne pas confondre avec des opérateurs de services de la sphère marchande. «Les associations doivent s'interroger sur une dérive qu'elle ont cautionné elles-mêmes. Au bout de 30 ou 40 ans de professionnalisation, sont-elles encore de véritables entités associatives ? Aujourd'hui, pour beaucoup d'associations, le conseil d'administration est réduit à peau de chagrin, il n'y a plus d'adhérents et il ne reste plus qu'un porteur de projet qui est une caisse d'enregistrement de ce qu'on décide ailleurs». Jean François Fribault appelle à défendre et reconstruire «l'esprit associatif» faute de quoi «les associations seront vouées à devenir un outil juridique corvéable à merci par les pouvoirs publics. Les associations sont l'émanation de la population, des citoyens, c'est ça qui a fait la force pendant longtemps. Si elles se coupent de la société civile, elles vont perdre leur légitimité et devenir de simples courroies de transmission... Alors qu'elles doivent rester des poils à gratter.»

Résister aux pressions

Jouer le rôle du poil à gratter, cela veut dire quoi réellement ? Jean François Fribault évoque des résistances à des pressions, notamment des services de la DDASS ou aujourd'hui de la DDCCS. On lui demande de confier l'accueil téléphonique du 115 au veilleur de nuit d'un foyer, il accepte pour mieux démontrer que c'est ni viable, ni souhaitable, avant de refus de généraliser cette pratique. On l'incite à arrêter l'accompagnement des demandeurs d'asile pour ne proposer que de la domiciliation, il résiste. On

POUR ALLER PLUS LOIN

Inquiétudes récurrentes pour un projet atypique d'insertion

Sujet d'inquiétude, l'Abri de la Providence espère encore «sauver» sa plate forme d'insertion par l'activité physique et sportive destinée aux personnes sans domicile fixe. Lancée il y a 12 ans, cette action souffre d'un sous financement chronique. Chaque année, les responsables parlent d'un «parcours du combattant» pour boucler le budget (environ 60 000 euros) d'un projet qui «vise à appréhender la question du lien social de manière différente et complémentaire aux structures traditionnelles» à travers le football, le basket ou le cinéma. «Pour les personnes en errance, les politiques disent «c'est le logement d'abord», regrette Jean François Fribault, le directeur de l'Abri de la Providence. On ne veut toucher que la surface de l'iceberg. Et qu'est-ce qui se voit ? Les gens dans la rue. Alors chaque hiver on dit «mettons les à l'abris»... Sauf que la demande essentielle est beaucoup plus forte que ça. Pour bon nombre de gens, ni le logement, ni la santé, ni l'emploi ne sont des moyens de les accrocher. Avec eux, il faut retrouver du lien avant tout le reste.» Aux dernières nouvelles, un financement serait en bonne voie pour repartir sur une nouvelle saison. «Jusqu'à présent, on a toujours réussi à sauver les meubles.»

Frédéric Lossent

LES UNES PRÉCÉDENTES

Le CTP étendu au bassin d'emploi de Saint Nazaire



Le premier ministre François Filon l'a annoncé vendredi après midi (le 28 mai) à Poissy : Le Contrat de Transition Professionnelle (CTP) se retrouve donc étendu au bassin d'emploi de Saint Nazaire, Pour le préfet de Région : «une très très bonne nouvelle pour tous les licenciés économiques»

lui donne un budget de 90 000 euros pour faire de l'hébergement en chambre d'hôtel, il suggère de les orienter dans des solutions en appartements... «*Pour défendre notre travail sur l'urgence sociale, on essaye de ne pas baisser la garde. Jusqu'à quand va-t-on pouvoir résister ? Je ne sais pas*», concède un Jean François Fribault bien connu pour sa liberté de ton avec la presse et les pouvoirs publics.

Rester proche des décideurs locaux

Porter la contradiction aux décideurs et aux opérateurs des politiques sociales n'empêche pas pour autant d'entretenir de bons rapports pour avancer sur des actions précises. Ces derniers jours, l'Abri de la Providence a signé une charte des pensions de famille avec la Fondation Abbé Pierre pour formaliser encore plus un engagement réciproque avec «*un partenaire solide*» autour d'un établissement de Vern d'Anjou (chez d'autres acteurs, on parle plutôt de maison relais). Par ailleurs, un travail de fourmi initié il y a 3 ans commence à porter ses fruits en milieu rural. 33 communes sont aujourd'hui dotées de points d'accueils pour des sans abris en Maine et Loire. D'autres élus s'approprient à rejoindre cette action copilotée avec le Secours Catholique qui s'appuie en particulier sur des échanges de pratiques entre différents acteurs. «*On a intérêt à ce que nos associations soient ouvertes sur leur environnement et restent proches des décideurs locaux. Si on était dans notre bulle, on ne pourrait pas lancer ce type de projets.*» En revanche, l'Abri de la Providence s'inquiète pour l'avenir de sa plate forme d'insertion par le sport et la culture. Lancée il y a 12 ans, elle rencontre une fois de plus des problèmes de budget. Mais la mobilisation auprès de financeurs potentiels est sur le point d'aboutir (lire par ailleurs) pour sauver une démarche atypique dans le paysage régional. Là encore, l'implication dans les réseaux influents semble déterminante.

Frédéric Lossent

Article publié le : 31 mai 2010

 [LIRE LA SUITE](#)

En Vendée, parents âgés et adultes handicapés réunis sous un même toit



La maison d'accueil Marie-Claude Mignet, aux Herbiers, permet aux parents vieillissants et à leurs enfants handicapés de continuer à vivre ensemble, tout en travaillant sur leur autonomie respective. Une expérience inédite qui exige une grande souplesse des professionnels.

 [LIRE LA SUITE](#)

[ACCUEIL](#)

[EDITO
EN BREF](#)

[LE CANARD
DECOUVRIR
S'ABONNER
NOUS ECRIRE](#)

[CONDITIONS GÉNÉRALES
MENTIONS LÉGALES
PARTENAIRES](#)

